



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire
22 Rue Fernand Léger BP 4134 37041 TOURS CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92058 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire

22 Rue Fernand Léger BP 4134 37041 TOURS CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération des associations A.D.M.R. de l'Indre et Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits marquants » de l'annexe des comptes annuels qui indique les motifs et les incidences d'une dérogation à la réglementation comptable, intervenue en 2023, qui a conduit votre Fédération à ne



pas enregistrer dans son compte de résultat les produits et charges afférents aux activités d'aide à domicile dont elle a délégué la gestion aux associations locales.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les incidences de la dérogation à la réglementation comptable précitée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 7 juin 2024

KPMG SA

Jerome Decanter

Signature numérique de Jerome
Decanter

Date : 2024.06.07 07:44:15 +02'00'

Jérôme Decanter

Associé

BILAN 2023 FEDERATION ADMR

| Actif | | | Exercice au 31/12/2023 | | | Exercice au 31/12/2022 |
|---|---|---|------------------------|--------------|-------------|------------------------|
| | | | Montant brut | Dépréciation | Montant net | Montant net |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | | Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1) | 13 430 | 8 617 | 4 813 | 9 289 |
| | | Autres immobilisation incorporelles en cours | | | | |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | | TOTAL | 13 430 | 8 617 | 4 813 | 9 289 |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | 127 505 | | 127 505 | 127 505 |
| | | Constructions | 1 633 228 | 770 907 | 862 321 | 916 703 |
| | | Inst. techniques, mat. out. Industriels | | | | |
| | | Autres immobilisations corporelles | 976 687 | 518 076 | 458 612 | 73 025 |
| | | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | | TOTAL | 2 737 421 | 1 288 983 | 1 448 437 | 1 117 233 |
| | Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| | Immobilisations financières (2) | Participations et créances rattachées | | | | |
| | | Autres titres immobilisés | 123 727 | | 123 727 | 120 729 |
| | | Prêts | 286 603 | | 286 603 | 271 227 |
| | | Autres immobilisations financières | 600 | | 600 | 1 200 |
| | | TOTAL | 410 930 | 0 | 410 930 | 393 156 |
| TOTAL I | | 3 161 781 | 1 297 600 | 1 864 180 | 1 519 678 | |
| | Stock et encours | | | | | |
| | Créances (3) | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 397 321 | | 397 321 | 1 403 090 |
| | | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | | Autres | 1 154 378 | | 1 154 378 | 1 448 424 |
| | | TOTAL | 1 551 699 | 0 | 1 551 699 | 2 851 514 |
| | Divers | Valeurs mobilières de placement | 500 000 | 6 971 | 493 029 | 88 769 |
| | | Instruments de trésorerie | | | | |
| | | Disponibilités | 5 629 909 | | 5 629 909 | 4 956 651 |
| | | Charges constatées d'avance (4) | 57 825 | | 57 825 | 56 743 |
| | | TOTAL | 6 187 734 | 6 971 | 6 180 763 | 5 102 163 |
| TOTAL II | | 7 739 433 | 6 971 | 7 732 462 | 7 953 677 | |
| Frais d'émission d'emprunt (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| Ecart de conversion - Actif (V) | | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 10 901 213 | 1 304 571 | 9 596 642 | 9 473 354 | |
| Renvois | (1) Dont droit au bail | | | | | |
| | (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières | | | | | |
| | (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | |

BILAN 2023 FEDERATION ADMR

| Passif | | Exercice 31/12/2023 | Exercice 31/12/2022 |
|--|--|---------------------|---------------------|
| Fonds propres | Sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | 1 829 | 1 829 |
| | Avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | 0 | 0 |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres | 318 483 | 318 483 |
| | Report à nouveau | 1 124 500 | 1 033 112 |
| | Excédent ou Déficit de l'exercice | -289 855 | 91 388 |
| | Situation nette | 1 154 957 | 1 444 812 |
| | Fonds propres consommables | | |
| Autres fonds propres | Subventions d'investissement | 32 790 | 6 712 |
| | Provisions réglementées | 877 520 | 877 520 |
| | TOTAL I | 2 065 267 | 2 329 044 |
| Fonds reportés et dédiés | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| Provisions | TOTAL I bis | 0 | 0 |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 66 408 | |
| Dettes | TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II | 66 408 | 0 |
| | Provisions pour risques | 129 283 | 293 176 |
| | Provisions pour charges | 139 114 | 108 976 |
| | TOTAL PROVISIONS III | 268 397 | 402 152 |
| | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Dettes | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (2) | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 208 892 | 252 142 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 1 414 978 | 1 579 369 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 5 539 175 | 4 862 122 |
| | Instruments de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | 33 525 | 48 525 |
| | TOTAL IV | 7 196 570 | 6 742 158 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | | 9 596 642 | 9 473 354 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |

COMPTE DE RESULTAT 2023 FEDERATION ADMR

| Compte de résultat | | Exercice 31/12/2023 | Exercice 31/12/2022 |
|--|---|---|---------------------|
| Produits d'exploitation | Cotisations | 2 806 | 2 806 |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens | | |
| | <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| | Ventes de prestations | 150 705 | 206 893 |
| | <i>dont parrainages</i> | | |
| | Produits de tiers financiers | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 22 870 | 20 577 831 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | 5 117 |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| Charges d'exploitation | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 171 160 | 85 701 |
| | Utilisations des fonds dédiés | | |
| | Autres produits | 5 023 340 | 376 067 |
| | Total des produits d'exploitation I | 5 370 881 | 21 254 415 |
| | Marchandises Achats | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes | 760 184 | 16 611 339 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 298 529 | 693 353 |
| | Salaires et traitements | 2 521 786 | 2 578 543 |
| | Charges sociales | 936 019 | 1 017 080 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 145 082 | 110 103 |
| | Dotations aux provisions | 34 221 | 68 200 |
| | Reports en fonds dédiés | 66 408 | |
| | Autres charges | 999 750 | 379 206 |
| | Total des charges d'exploitation II | 5 761 980 | 21 457 824 |
| | Résultat d'exploitation (I-II) | - 391 099 | - 203 409 |
| Produits financiers | De participations | | |
| | D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé | 3 012 | 1 646 |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 89 146 | 29 770 |
| | Reprises sur provisions, transferts de charges | 4 260 | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Charges financières | Total des produits financiers III | 96 418 | 31 416 |
| | Dotations financières aux amortissements et provisions | | 11 231 |
| | Intérêts et charges assimilés | 8 | 23 |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | Total des charges financières IV | 8 | 11 254 |
| | Résultat financier (III-IV) | 96 410 | 20 162 |
| | Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | 294 689 | 183 247 |
| Produits exceptionnels | Sur opérations de gestion | | 256 215 |
| | Sur opérations en capital | 23 773 | 27 294 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| | Total des produits exceptionnels V | 23 773 | 283 509 |
| Charges exceptionnelles | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | 2 725 | 2 853 |
| | Engagements à réaliser sur ressources affectées | | |
| | Total des charges exceptionnelles VI | 2 725 | 2 853 |
| | Résultat exceptionnel (V-VI) | 21 048 | 280 656 |
| | Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| | Impôts sur les bénéfices (VIII) | 16214 | 6021 |
| | Total des produits (I+III+V+IX) XI | 5 491 071 | 21 569 340 |
| | Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) XII | 5 780 927 | 21 477 952 |
| | Excédent ou Déficit (XI - XII) | -289 855 | 91 388 |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | Contributions volontaires en nature | Bénévolat | |
| | | Prestations en nature | |
| | | Dons en nature | |
| | Charges | Secours en nature | |
| | | Mise à disposition de biens et services | |
| | | Prestations en nature | |
| | | Personnel bénévole | |

OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts. La Fédération a pour buts :

(1) De fédérer les associations du département, adhérentes à l'Union nationale et agréées par celle-ci, existantes ou à créer ; (2) de susciter et d'aider la création de nouvelles associations d'aide à domicile ; (3) d'apporter aux associations un soutien technique et d'effectuer des travaux administratifs et comptables pour le compte des associations ; (4) de les représenter ainsi que les membres associés auprès des organismes officiels et des pouvoirs publics du département ; (5) de veiller (par tout moyen statutaire et le cas échéant juridictionnel) au respect, par les associations affiliées au mouvement ADMR, des statuts, du règlement intérieur, des orientations et du projet associatif ainsi que des engagements de conventions de l'Union nationale ; (6) dans le strict respect du projet politique de l'ADMR, de ses modes d'organisation et en particulier du développement de la vie associative locale, de solliciter des autorités administratives et compétentes, les autorisations et agréments nécessaires à l'ouverture des services et établissements médico-sociaux, dont elle délèguera la gestion aux associations locales ; (7) de fournir aux associations gestionnaires des services et établissements médico-sociaux, des services communs d'ordres administratif, comptable et juridique, et assurer leur contrôle budgétaire et financier ; (8) de former et d'informer les bénévoles des associations et de la fédération ; (8) d'assurer ou de faciliter le recrutement et la formation initiale et permanente des personnels d'intervention, pour le compte des associations locales ; (9) de développer par l'intermédiaire des associations locales un climat familial et d'intensifier la solidarité la vie sociale et l'animation dans les communes et les quartiers.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Aider au développement et au soutien des associations locales, en mettant à disposition des associations, des responsables de secteur et des assistants technique qui soutiennent les bénévoles dans leurs fonctions.

Apporter aux associations un soutien technique, un système d'information et effectuer des travaux administratifs, en centralisant les facturations, l'établissement des paies, les comptes de résultats et bilans par du personnel administratif, technique et informatique.

Représenter les associations auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des partenaires sociaux, médico-sociaux et sanitaires par les administrateurs fédéraux et le personnel fédéral d'encadrement

MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : Le personnel fédéral est ainsi composé :

- o D'une équipe de direction de 10 salariés
- o D'une équipe administrative de 19 salariés et 1 technicien de maintenance
- o D'une équipe de professionnels mis à disposition des associations locales ADMR

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

ANNEXE AU 31 DECEMBRE 2023

1.1 NOUVELLES CONVENTIONS DE GESTION

Signature en 2023 de nouvelles conventions de gestion avec les associations fédérées pour encadrer les relations financières entre la Fédération et celles-ci à qui la Fédération a délégué la gestion des activités pour lesquelles elle a été autorisée par les autorités administratives.

Ces conventions de gestion prévoient notamment que désormais, du fait de l'autorisation portée par la Fédération et du CPOM signé par la Fédération avec le Conseil

ANNEXES

Départemental, que les résultats de l'activité d'aide à domicile des associations fédérées sont neutralisés à travers une contribution financière. L'impact de la mutualisation a conduit à enregistrer en 2023 une charge nette de 942 K€ comptabilisée en résultat d'exploitation dans la rubrique « Autres charges ».

1.2 CHANGEMENT DE MODE DE COMPTABILISATION DE L'ACTIVITE « AIDE A DOMICILE »

En 2023, en dérogation avec la réglementation comptable sur instruction de l'Union Nationale ADMR, les produits et charges afférents aux activités d'aide à domicile, pour lesquelles la Fédération a contractualisé avec les autorités de tarification et dont elle a délégué la gestion aux associations locales, ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat de la Fédération. Ces produits et charges sont désormais comptabilisés dans les comptes des associations fédérées et en contrepartie les associations fédérées contribuent aux frais de fonctionnement de la Fédération.

La règle comptable prévoit que les produits de l'activité soient comptabilisés dans les comptes du mandant (Fédération) et non pas dans les comptes des mandataires (Associations fédérées).

La dérogation à la règle comptable a été décidée en vue d'améliorer la lecture au compte de résultat des seules activités de la Fédération.

La dérogation à la règle comptable a principalement affecté les rubriques suivantes du compte de résultat (produits et charges d'exploitation) :

| Rubriques du compte de résultat | 2023 | 2022 | Commentaires |
|---------------------------------|------------------------------|--------------|---|
| | Montants en milliers d'euros | | |
| Produits des tiers financeurs | 0 | 20 493 | Produits de la tarification |
| Autres produits | 4 857 | 0 | Contribution des associations fédérées aux frais de fonctionnement de la Fédération |
| Charges externes | 0 | -15 608 | Prise en charge des frais afférents aux activités « Aide à domicile » des associations fédérées |
| Autres charges | 0 | -121 | Prise en charge des frais de gestion des associations fédérées |
| Total : | 4 857 | 4 512 | |

1.3 PROVISION SUR CONGES PAYES

Suite à la loi du 22 avril 2024 qui fixe les règles d'acquisition des congés payés pendant un arrêt maladie non professionnel, nous avons couvert le risque par une provision 8 milliers d'euros.

1.4 FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'association relevant du code de l'action sociale et des familles, elle entre dans le champ d'application du règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés dans le respect du principe de prudence et selon les hypothèses de bases suivantes :

ANNEXES

Continuité de l'exploitation, Permanence et méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

3 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1 ACTIF DU BILAN

3.1.1 Immobilisations corporelles et incorporelles : mode d'amortissement et durée

| Natures d'immobilisations | Modes | Durées |
|-------------------------------------|----------|-------------------|
| Constructions bâtiments | Linéaire | De 5 à 30 ans |
| Matériels de transports | Linéaire | De 3 à 5 ans |
| Matériels de bureau et informatique | Linéaire | 3 ans |
| Mobiliers de bureau | Linéaire | De 2 à 10 ans |
| Agencements | Linéaire | De 5 ans à 25 ans |

3.1.2 Immobilisations et Amortissements :

| | Montant au début de l'exercice | | Augmentations | | Diminutions | | Montant en fin d'exercice | |
|---|--------------------------------|-----------|----------------|---------|----------------|--------|---------------------------|-----------|
| | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort | Valeurs brutes | Amort |
| Logiciels | 13 430 | 4 141 | | 4 476 | | | 13 430 | 8 617 |
| Terrains | 127 505 | | | | | | 127 505 | |
| Constructions | 1 069 358 | 328 783 | | 35 484 | | | 1 069 358 | 364 268 |
| Installations, techniques, matériel et outillages | 563 870 | 387 742 | | 18 898 | | | 563 870 | 406 640 |
| Matériel de transport | 208 716 | 170 146 | 190 958 | 26 797 | 61 215 | 58 490 | 338 459 | 138 453 |
| Matériel de bureau, informatique et Divers | 360 393 | 325 938 | 283 577 | 59 427 | 5 741 | 5 741 | 638 229 | 379 623 |
| Immobilisation en cours | 0 | | | | | | 0 | |
| Autres Immobilisations financières | 393 156 | | 28 374 | | 10 600 | | 410 930 | |
| Total | 2 736 428 | 1 216 750 | 502 909 | 145 082 | 77 556 | 64 231 | 3 161 781 | 1 297 600 |

ANNEXES

Total.....

3 161 781

1 297 600

3.1.3 Associations liées

Les créances sur les associations liées à la fédération sont constatées pour leurs valeurs d'origine. Elles peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque la situation nette est négative.

3.1.4 Produits à recevoir

| Nature | Montants |
|-------------------------------|----------|
| Fournisseurs Avoir à recevoir | 12 916 |
| Personnel IJ à recevoir | 15 906 |
| Uniformation | 38 753 |
| Divers à recevoir | 5 645 |
| Total | 73 220 |

3.1.5 Créances : l'ensemble des créances est à moins d'un an. Le poste concerne principalement les avances et créances sur les associations fédérées (1 133 K€) et les créances sur les organismes payeurs (273 K€).

3.1.6 Charges constatées d'avance : 57 825 €. Elles ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.2 PASSIF DU BILAN

3.2.1 Détail de la variation des fonds propres

| Nature | Montants |
|---|--------------|
| Situation initiale | 2 329 045 |
| Résultat de la période | - 289 855 |
| Subvention d'investissement nette de l'Amortissement des subventions d'investissement | 26 077 |
| Fonds propres totaux | 2 065 267 |

Les subventions d'investissement perçues au cours de l'exercice s'élèvent à 40 500€.

3.2.2 Provision pour risques et charges

Variations des engagements sociaux

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour les indemnités de départ à la retraite est évalué selon la convention collective de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD), selon leur ancienneté acquise au moment de leur départ à retraite, et proratisé selon l'ancienneté acquise au 31/12/N par rapport à l'ancienneté prévue au moment du départ.

Cette évaluation tient compte également :

- D'une probabilité de survie et de présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de la retraite.
- D'un taux de charges patronales de 49 %.
- D'un taux d'actualisation de 3.10 % en 2023, et d'un taux de revalorisation des salaires de 1,5 %

La provision pour départ en retraite a augmenté de 30 138 € en 2023. Elle s'élève à 139 114 € contre 108 976 € au 31 décembre 2022.

Variations des provisions pour litiges

ANNEXES

Les provisions pour litiges constatées au 31 décembre 2023 pour 129 283 € correspondent principalement à des litiges Prud'hommaux. Les montants provisionnés sont évalués sur la base des demandes contentieuses.

La provision pour litige a fait l'objet d'une dotation de 4 083 € et d'une reprise de 167 976 €.

3.2.3 Dettes : l'ensemble des dettes est à moins d'un an, à l'exception de la provision IDR due aux associations (612 K€) dont l'échéance est principalement à plus de 5 ans.

Le poste « Autres dettes » concerne principalement le trop perçu des tiers financeurs (803 K€), et diverses dettes auprès des associations fédérées (4 654 K€).

3.2.4 Charges à payer

| Nature | Montants |
|----------------------------------|----------------|
| Factures non parvenues | 67 194 |
| Dettes provisionnées pour CP | 371 361 |
| Dettes provisionnées pour CET | 244 280 |
| Diverses charges à payer | 17 530 |
| Charges à payer aux associations | 81 822 |
| TOTAL | 782 187 |

3.2.5 Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance ont été constatés pour 33 525 €. Ils correspondent à une subvention d'exploitation du Conseil Départemental pour la prévention des chutes (16 K€) et autres (17 K€)

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

| Statuts | Personnel salarié |
|--------------|-------------------|
| Cadres | 10 |
| Employés | 67 |
| Total | 77 |

4.2 REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à 0 € ; et versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés à 174 247 € en cumul brut, au cours de l'exercice 2023.

4.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Caution

La fédération s'est portée caution partielle à hauteur de 62.500 €, sur d'un emprunt de 500.000 € remboursable en 20 ans et sans intérêts, réalisé par l'association ADMR Les Maisonnées auprès de la CRAM.